

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Renouveau démocratique et innovation sociale

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD

Conseil des étrangers de Montpellier - Création

Monsieur Jean-Dominique DELAVEAU, Conseiller municipal, rapporte :

Montpellier est une ville historiquement ouverte et cosmopolite, riche d'influences et de diversités multiples. Les cultures étrangères participent activement à la vie de la cité et Montpellier entend entretenir cette richesse et permettre à ses habitants étrangers de faire entendre leur voix. Ainsi, il est apparu nécessaire de réinstaurer une structure représentative de la diversité des populations étrangères établies à Montpellier, comme elle a existé jusqu'en 2014.

Ce Conseil des étrangers de Montpellier, qu'il est ici proposé de créer, s'articule autour d'un triple enjeu de relations interculturelles, de renouveau démocratique et de cohésion sociale. Dans le respect des valeurs démocratiques, humanistes, laïques et républicaines qui caractérisent l'action de la Ville de Montpellier, le Conseil des étrangers de Montpellier poursuit les objectifs suivants :

- Permettre aux étrangers d'être accueillis, de s'exprimer et de participer à la vie locale ;
- Poursuivre la mobilisation pour le droit de vote des habitants extra-communautaires aux élections locales ;
- Faciliter la concertation et la coopération entre les étrangers et la Ville ;
- Partager et valoriser les cultures étrangères et leurs apports à la vie locale ;
- Développer des activités éducatives, socio-culturelles, artistiques ouvertes à la diversité du monde, favorisant échanges et rencontres entre tous les habitants ;

- Promouvoir le développement économique et humain durable de la Ville, son attractivité, la paix et la coopération en Europe et dans le monde.

I. COMPOSITION DU CONSEIL DES ÉTRANGERS DE MONTPELLIER

Le Conseil des étrangers de Montpellier est composé de 65 membres répartis en quatre collèges :

1. COLLÈGE DES HABITANTS

Un collège paritaire de 24 habitants montpelliérains de nationalités étrangères différentes (1/3 de nationalités de l'Union européenne, 2/3 de nationalités hors Union européenne), tirés au sort parmi des volontaires domiciliés à Montpellier depuis plus de 3 ans. Ils ne doivent pas avoir de responsabilités dans les associations ni les entreprises représentées dans les autres collèges. Le tirage au sort s'efforce le plus possible de respecter la parité et l'équilibre de trois tranches d'âges : 16-30 ans, 31-54 ans et plus de 55 ans. Le tirage au sort est effectué après la constitution des autres collèges pour que puissent être favorisées des nationalités non représentées par ailleurs.

2. COLLÈGE DES ASSOCIATIONS

Un collège paritaire de 24 représentants d'associations communautaires, de coopération ou de solidarité locale ou internationale actives à Montpellier auprès ou au sein des populations étrangères, tirés au sort parmi les organisations candidates, françaises ou de nationalités différentes.

COLLÈGE DES ENTREPRISES

Un collège paritaire de 12 professionnels ou chefs d'entreprises de nationalités étrangères différentes, issus d'entreprises ou organisations professionnelles, établies à Montpellier, tirés au sort parmi les candidats. Le tirage au sort veille à équilibrer la taille des entreprises représentées : Très Petites Entreprises (TPE), Petites et Moyennes Entreprises (PME), grandes entreprises.

3. MUNICIPALITÉ

Un collège paritaire de 5 représentants de la Municipalité : élus ou personnes qualifiées choisis par le Maire, ce dernier étant membre et président de droit du Conseil. Par délégation du Maire, le conseiller municipal délégué à la démocratie participative et inclusive est vice-président du Conseil.

Ces 4 collèges sont désignés pour 3 ans. La candidature aux différents collèges se fait via un formulaire de candidature disponible en ligne sur le site participer.montpellier.fr

II. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DES ÉTRANGERS DE MONTPELLIER

Le Conseil des étrangers de Montpellier se réunit au moins une fois chaque année en assemblée générale, présidée par le Maire, ou son représentant, et retransmise sur internet, notamment pour :

- Permettre à chaque collège :
 - D'élire ou réélire un tandem paritaire de 2 représentants au secrétariat du Conseil ; le vice-président délégué est membre d'office du secrétariat désigné par le collège municipal ;
 - De proposer des thèmes de travail pour l'année à venir ;
- Rendre compte de son activité et de son budget ;
- Établir son programme de travail et constituer des commissions transversales entre les collèges, autour des thèmes retenus (proposés par le secrétariat du Conseil ou par le Maire) ;
- Élire ou réélire un tandem paritaire de porte-paroles du Conseil.

Le Conseil peut se réunir en plénière en d'autres occasions à la demande de la majorité de son secrétariat ou du Maire.

Le secrétariat du Conseil est composé des représentants de chaque collège et des 2 porte-paroles, s'ils n'en font pas partie (8 à 10 membres en tout). Il se réunit pour :

- Convoquer et préparer les assemblées générales ;
- Créer des commissions ponctuelles ou permanentes ;
- Suivre la programmation annuelle – s'il est proposé de la modifier substantiellement, une nouvelle assemblée générale est convoquée à ce sujet ;
- Prendre des initiatives et des positions au nom du Conseil, en fonction de l'actualité ;
- Veiller à la vie démocratique et participative de chaque collège et de ses mandants (notamment via internet) : écouter et consulter les membres des différents collèges, communiquer avec eux, traiter leurs demandes et celles de personnes extérieures au Conseil ;
- Saisir le Maire ou les élus de questions relevant de leurs compétences.

Les quatre collèges ont vocation à assurer une représentativité de chaque entité (associations, entreprises, habitants, élus). Chaque collège concourt auprès de ceux qu'il représente à l'atteinte des objectifs communs comme à la conception et à la réalisation des actions décidées par le Conseil. Ce sont des instances de travail libres de se réunir, destinées à être force de proposition auprès du secrétariat du Conseil.

III. REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur du Conseil sera élaboré de manière participative et soumis au vote de l'assemblée générale, sous réserve de l'accord du Maire. Il pourra être modifié par la suite, en assemblée générale, avec l'accord du Maire.

La Ville mettra à la disposition du Conseil des moyens de fonctionnement et de communication. Des synergies, des initiatives et des projets communs seront recherchés avec les autres conseils participatifs de la Ville (conseils municipaux des enfants et de la jeunesse, conseils de quartier, conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, conseil de développement de la Métropole...). Il bénéficiera du soutien des élus et des services de la Ville en vue d'échanges internationaux éventuels et pour définir, développer et suivre des actions de co-développement, de coopération décentralisée, d'éducation à la paix, de lutte contre les discriminations, etc.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création du Conseil des étrangers de Montpellier ;
- D'approuver la composition et le fonctionnement du Conseil des étrangers de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194976-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.